

Inspection, vérification et enregistrement : Éléments vitaux de la démobilisation

Zoom Sur, No. 2



Nombreux sont les aspects du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) auxquels seuls les experts s'intéressent de près. L'inspection, la vérification et l'enregistrement des ex-combattants en font partie. Ils constituent des petites étapes de la phase de démobilisation et leur intitulé évoque des procédures administratives simples. Ils peuvent toutefois se

transformer en défis importants au niveau technique et logistique. Ces tâches peuvent aussi être fortement empreintes de politique et avoir une incidence directe sur la réussite des efforts de DDR et la durabilité potentielle de la paix.

Inspection et vérification

Au cours de l'inspection, certains critères sont utilisés pour distinguer les personnes qui sont éligibles à un appui de démobilisation des autres. Toutefois, l'application pratique de ces critères – établis préalablement lors des accords de paix ou d'autres négociations – n'est pas toujours claire ou réalisable, ce qui nécessite de nouvelles négociations et une adaptation aux réalités sur le terrain. Une autre difficulté courante provient de la présence d'individus, notamment des femmes et des enfants, qui furent associés aux forces de combat mais ne font pas partie, selon les forces en conflit, des combattants actifs et ne sont donc pas soumis à l'inspection et à la démobilisation. Souvent, n'étant pas présents sur les listes de démobilisation, ces groupes ne sont pas en mesure de bénéficier des avantages associés aux phases de réinsertion et de réintégration des opérations de DDR. La préparation d'une programmation parallèle devient ainsi critique pour appuyer ces groupes – souvent encore plus vulnérables que les combattants eux-mêmes – qui sont exclus de l'effort de démobilisation.



Zoom Sur



Une fois l'inspection achevée, l'identité et l'affiliation des personnes se présentant à la démobilisation sont enregistrées. Le processus est souvent fondé sur les listes de personnel soumises par les groupes armés en cours de démobilisation. Toutefois, les groupes armés irréguliers ne disposent pas nécessairement de registres systématiques ou centralisés. De plus, ces listes peuvent faire l'objet de tractations hautement politiques et de négociations intenses, ce qui complique le processus.

« Pendant la phase de démobilisation, particulièrement lorsqu'il s'agit de processus de paix négociés au niveau politique, les groupes armés cherchent couramment à se positionner politiquement au sein des structures futures qui seront mises en place en temps de paix » explique Marcelo Fabre, un Spécialiste principal en développement social du MDRP qui étudie les modalités d'enregistrement spécifiquement. « Dans une telle situation, chaque groupe armé souhaite démobiliser ou intégrer à l'armée nationale le plus grand nombre possible de membres – des chiffres plus élevés permettent d'exercer une plus grande influence politique et militaire à l'avenir. »

Dans certains cas, dit-il, il arrive que les groupes armés essaient de recruter de nouveaux « membres » pour accroître le nombre de personnes inscrites sur les listes et, ainsi, donner une meilleure impression de leur puissance militaire. Il devient donc très difficile, dans de telles conditions, d'identifier avec précision un membre véritable d'un groupe armé, ce qui peut, d'ailleurs, être une considération superflue : si les efforts de DDR ont pour objectif plus général de contribuer à l'établissement d'une paix durable, l'essentiel n'est pas, principalement, de créer des listes d'une précision absolue, mais de maintenir la participation de tous les groupes armés au processus de DDR en négociant des chiffres qui sont, tout d'abord, acceptables, du point de vue politique, pour toutes les parties concernées, et, ensuite, réalistes en termes de capacités du programme.

Quoiqu'il en soit, la vérification est réalisée une fois que les listes sont finalisées. Les identités des ex-combattants sont enregistrées et ils sont soumis à des entretiens et/ou des tests militaires simples (démonter et remonter un fusil, par exemple.) Habituellement, l'éligibilité est ensuite certifiée par un organisme indépendant et neutre, le plus souvent les observateurs militaires des forces de maintien de la paix.

Enregistrement

Après la vérification, les ex-combattants procèdent à leur enregistrement réel. Leurs informations démographiques sont relevées et, dans la plupart des cas, ils reçoivent une carte d'identification officielle du programme qui leur donnera droit à certains avantages et services sociaux fournis par le programme.

Le plus souvent, les données biométriques sont également



Zoom Sur

relevées lors de l'enregistrement. Les systèmes d'identification biométrique conservent les informations relatives aux caractéristiques physiques uniques – l'iris, le visage ou les empreintes digitales – de chaque ex-combattant pour référence future.

« L'inclusion des mesures biométriques sert principalement à faire en sorte que les bénéficiaires des programmes de démobilisation et de réintégration ne puissent pas bénéficier du programme plus d'une fois » explique Fabre. « C'est à dire que personne ne puisse s'inscrire sur les listes de démobilisation ou de réintégration plus d'une fois pour recevoir des avantages sociaux multiples. »

Les avantages et inconvénients de différents systèmes d'identification biométrique varient. Le choix de la méthode à utiliser dépend de plusieurs facteurs. Tous les systèmes d'identification biométrique ont pour avantage d'être complètement confidentiels lorsqu'ils sont utilisés correctement. L'ordinateur accorde une série de chiffres ou de lettres à chaque caractéristique unique puis efface définitivement les données d'origine de la photo ou de l'empreinte. Elles ne peuvent plus être récupérées.

D'autres considérations portent sur le coût et la facilité d'utilisation. Les systèmes de reconnaissance des visages sont les plus sophistiqués mais également les plus onéreux ; ils n'ont jamais été utilisés sur le terrain dans le cadre des efforts de DDR. Le balayage numérique de l'iris a été initialement testé par UNHCR en Afghanistan et a aussi été utilisé récemment en Afrique centrale par le Programme des Nations Unies pour le développement. Bien que très précise, cette méthode est également assez onéreuse. Le prix de l'appareil et des logiciels est élevé et des frais de licence sont imposés pour chaque utilisation. De plus, les niveaux technologiques requis pourraient être difficiles à réaliser dans le cadre des opérations de DDR qui ont lieu dans des environnements dynamiques et des conditions logistiques astreignantes.

D'un point de vue pratique, les empreintes digitales sont souvent les plus simples et les moins onéreuses pour obtenir les données biométriques qui permettent d'éviter les inscriptions multiples aux programmes de démobilisation. L'équipement et les logiciels sont relativement bon marché, aucun frais d'utilisation n'est imposé et seule une formation élémentaire est nécessaire.

Selon Fabre, cette méthode a un avantage psychologique supplémentaire : « Les empreintes digitales nécessitent un contact physique direct qui, d'une certaine façon, rend le processus plus « concret » pour les personnes qui s'inscrivent. Elles ont le sentiment d'être réellement intégrées au système, ce qui suffit, très souvent, à décourager les réinscriptions potentielles. »

Les ressources en temps et en argent qui sont consacrées à la prévention des « réinscriptions » dépendent aussi de la probabilité d'abus d'un programme donné. Le plus souvent, les personnes qui se présentent pour la démobilisation reçoivent une allocation unique de relocalisation ou de



Zoom Sur

réinsertion. Puisque ces allocations sont fournies en espèces, les possibilités d'abus sont élevées. En revanche, les programmes de réintégration offrent plus souvent des avantages sociaux en nature, comme la formation ou l'assistance technique, qui ne sont pas automatiquement fournis à chaque bénéficiaire mais, plutôt, sur base de demande. Les tentatives de fraude sont donc plus rares et il est moins important d'établir des systèmes sophistiqués de suivi des inscriptions multiples.



L'établissement d'une atmosphère de confiance lors de l'enregistrement est un autre facteur important. Dans certaines situations, le niveau de confiance est si élevé que tout le processus de démobilisation peut être réalisé sur une base honorifique. Les mécanismes de contrôle par les pairs suffisent à garantir la transparence et la responsabilité. En Éthiopie, par exemple, la guerre était tellement associée à l'honneur civique et national que les communautés ne toléraient aucune fausse déclaration.

Dans d'autres situations, la méfiance et les manœuvres politiques parmi les parties sont telles que tous les processus doivent être suivis soigneusement. Au Rwanda, qui a connu des violences ethniques et où les groupes armés sont nombreux, les programmes de DDR ont dû procéder à un suivi très rapproché des personnes se présentant à la démobilisation. L'absence d'un système de suivi commun donne lieu à des situations comme celle du Liberia où une sorte d'économie, fondée sur les activités de DDR, s'est développée et donné lieu à une classe de « professionnels » de la démobilisation qui se réinscrivent plusieurs fois dans des pays multiples.

En conclusion

L'inspection, la vérification et l'enregistrement constituent des étapes vitales d'une démobilisation réussie des groupes armés à la fin d'un conflit. Ces processus vont bien au-delà de la simple collecte de données et carte d'identification et peuvent être confrontés à des défis importants en matière de logistique pouvant ralentir les progrès de mise en œuvre du projet dans



son ensemble. Ils peuvent aussi soulever des questions significatives d'ordre politique concernant le partage actuel et futur du pouvoir entre les groupes armés et ont donc une incidence sur la stabilité. En tant que tels, l'inspection, la vérification et l'enregistrement ont une influence directe, non seulement sur la réussite de l'ensemble du programme de DDR, mais aussi sur les perspectives d'une paix durable dans un pays ou une région.

La manière dont chaque étape est mise en œuvre doit donc être envisagée soigneusement d'un

Zoom Sur

point de vue pratique et raisonné dans un contexte précis. L'inspection doit également tenir compte des groupes associés aux forces armées. Les listes de vérification doivent être élaborées de façon à ne pas nourrir – dans la mesure du possible – les luttes de pouvoir futures qui pourraient provoquer un retour à la violence. L'enregistrement devrait servir à faciliter le processus général de démobilisation et de réintégration et devrait être réalisé de façon à ce que tous les bénéficiaires reçoivent ce qui leur est dû et puissent redevenir productifs dans la vie civile.

Comme dit Fabre, « L'inspection, la vérification et l'enregistrement : ce sont tous des processus de contrôle mutuel qui forment la base, en amont, d'une responsabilisation accrue qui contribuera à l'établissement de la paix. En fin de compte, le plus important est de parvenir à un équilibre entre la sophistication technique et la multiplication effective des chances de réussite d'un programme de DDR. »

-- Nos remerciements les plus sincères à Marcelo Jorge Fabre pour ses contributions importantes à la substance et à l'édition de cet article.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter http://www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.